

Face à l'Empire, la présidente Delcy Rodriguez coude à coude avec les travailleurs du Venezuela



Photos : Delcy Rodriguez, la présidente par intérim du Venezuela, avec les travailleur(se)s pétroliers de

l'État d'Anzoategui, le 25 janvier 2026, dans l'Est du pays.

« *Les ordres de Washington aux politiques vénézuéliens, ça suffit. C'est la politique vénézuélienne qui résoudra nos divergences et nos conflits internes. Nous en avons assez des diktats de puissances étrangères. Notre république a déjà assez souffert des conséquences du fascisme et de l'extrémisme* ». Ainsi parle Delcy Rodriguez, la présidente par intérim du Venezuela, aux [travailleurs pétroliers](#) de l'État d'Anzoategui, le 25 janvier, dans l'Est du pays.

Et d'annoncer la création d'un nouveau [fonds économique](#) spécialement conçu pour améliorer les revenus de la classe ouvrière vénézuélienne. Les instructions directes à la vice-présidence de l'économie visent à réunir les fonds nécessaires pour renforcer le pouvoir d'achat et d'offrir une meilleure protection sociale aux travailleurs. Cette mesure s'accompagnera d'innovations numériques. Une nouvelle plateforme technologique succèdera à la [Plate-forme Patria](#), pour garantir que ces ressources parviennent efficacement aux bénéficiaires, et ajuster les politiques salariales et les primes en faveur du bien-être des travailleurs. Trump cherche à présenter comme une victoire le fait qu'il a renoué avec les accords pétroliers élaborés sous la présidence de Maduro, et qu'il avait lui-même bloqués en multipliant les sanctions sous la pression de l'extrême droite états-unienne. Delcy Rodriguez a expliqué que l'achat de pétrole vénézuélien servira en priorité à protéger les revenus des travailleurs.

Elle poursuit ainsi les politiques protectrices mises en place par le président – et ex-syndicaliste –, Nicolas Maduro, pour lutter contre les plus de mille sanctions et le blocus des USA et de l'UE. Un des rares chefs d'État à n'avoir pas cédé aux sirènes de l'austérité. Lorsqu'il a commencé par augmenter périodiquement les salaires de 25% ou de 50%, le secteur privé annulait ces hausses en augmentant ses prix dans la même proportion. Face à la spirale inflationniste, Maduro a décidé de réactiver l'appareil productif national, grâce aux alliances multipolaires. Non seulement pour s'éloigner de la rente pétrolière, mais aussi pour renflouer les caisses de l'État, notamment en taxant les plus riches. La Banque Centrale a ainsi commencé à récupérer de précieuses ressources pour intervenir sur le marché des changes et défendre la monnaie. Objectif : reconstruire les services publics et réaugmenter peu à peu les allocations des travailleurs, tout en limitant l'inflation qui les annule. Une stratégie à la chinoise : maintenir et renforcer l'État comme acteur stratégique de l'économie.

Résultat : la CEPAL (ONU) indique que depuis quatre ans le Venezuela connaît [la plus forte croissance](#) (6,5 %) de l'Amérique du Sud. Pour la première fois en 150 ans d'histoire pétrolière, le pays frôle la [souveraineté alimentaire](#) et produit presque 100 % des denrées qu'il consomme.

Quand, en février 2025, Donald Trump a révoqué la licence de Chevron pour serrer un peu plus à la gorge l'économie du Venezuela, Maduro a répondu en étendant le marché vers l'Asie et en remettant le logement numéro 5 millions 258 milles à une famille populaire. Le 1er mai 2025, il augmente « l'allocation contre la guerre économique » de 90 à 120 dollars pour 20 millions de familles. Point important lorsqu'on étudie le pouvoir d'achat au Venezuela : malgré les sanctions occidentales, et à la différence de régimes néolibéraux, les services publics et les biens de première

nécessité sont très bon marché au Venezuela. Essence subventionnée, la moins chère du monde (0.5 \$/ le litre), eau, gaz, électricité, internet, métro, etc... sont accessibles à bas prix. Les aliments remis mensuellement par le gouvernement à la population en réponse au blocus, ne coûtent que 5 % du prix du marché. De nombreux centres de santé, tout comme l'enseignement public et la culture, fonctionnent gratuitement.

Alors qu'en Occident, un nombre croissant de familles n'arrivent plus à boucler leur fin de mois, les travailleurs du Venezuela affluent dans les commerces et les « emprendimientos » qui s'ouvrent tous les jours. Caracas est envahie par la musique commerciale et des bouchons se forment très tôt autour des malls géants. Des milliers de migrants vénézuéliens ont fui l'appauvrissement qu'ils subissent dans les « pays d'accueil » et sont rentrés au pays grâce à la compagnie aérienne publique et gratuite, bien avant les expulsions et les violations des droits humains commises par le régime Trump.







Mobilisations de travailleur(se)s dans les rues de Caracas pour exiger la libération du président Maduro et de son épouse, les 15 et 23 janvier 2026.

« *Le peuple vénézuélien n'accepte aucun ordre venant de l'extérieur. Le peuple vénézuélien a un gouvernement et ce gouvernement obéit au peuple. C'est la réciprocité qui caractérise la relation entre le peuple vénézuélien, ses autorités et ses institutions* », a insisté Delcy Rodriguez lors de la réunion avec les [autorités du secteur énergétique](#), du pouvoir législatif et des entrepreneurs nationaux et étrangers pour aborder la consultation publique sur la réforme partielle de la loi organique sur les hydrocarbures : « *Nous n'avons pas peur non plus d'entretenir des relations respectueuses avec les États-Unis, mais celles-ci doivent être fondées sur le respect, le respect du droit international, le respect humain minimal dans les relations interpersonnelles et le respect de la dignité et de l'histoire du Venezuela. Quant aux menaces personnelles que je reçois, je tiens à vous faire savoir que j'en avais déjà conscience lorsque j'ai pris mes fonctions* ». La [réponse des États-Unis](#) ne s'est pas fait attendre, par la voix du chef de la diplomatie Marco Rubio : « *Ne vous y trompez pas, comme l'a déclaré le président (Donald Trump), nous sommes prêts à recourir de nouveau à la force pour garantir une coopération maximale si les autres méthodes échouent* ». L'agence Reuters fait état de forts [doutes de la CIA](#) quant à la volonté réelle de la présidente par interim de « *couper les liens du Venezuela avec les ennemis des États-Unis* ».

Dès les premières heures qui ont suivi l'enlèvement du président Maduro et de son épouse, et sans rien connaître du Venezuela, de nombreux militant(e)s de gauche se sont convertis en « bots » de la guerre psychologique états-unienne. Le mantra « *Delcy-a-trahi-Maduro* » a été martelé sur tous les tons, avec docilité, fébrilité, comme s'il s'agissait d'une vérité. L'intensité du bombardement des réseaux et des médias aurait pu éveiller leurs doutes. Mais il semble qu'en 2026 la capacité de résister aux réseaux et aux médias se soit encore érodée.

Depuis Caracas, le journaliste indépendant [Craig Murray](#) démonte ce récit que les empires médiatiques se sont désespérément efforcés de nous faire croire : « *Ce n'est pas ce que Maduro et sa famille croient, qui demandent d'appuyer Delcy. Ce n'est pas ce que son parti croit, et je n'ai trouvé aucune indication, même minime, que quiconque y croie au Venezuela.*

Le Guardian, journal affilié aux services de renseignement, a publié son cinquième article reprenant cette allégation, le présentant comme un scoop majeur et faisant la une. Pourtant, toutes les sources de l'article du Guardian sont toujours les mêmes : des sources gouvernementales américaines ou des partisans de Machado issus de la riche communauté de Miami, composée de capitalistes exilés.

Ce qui est intéressant, c'est pourquoi les services de sécurité veulent vous faire croire que Delcy

Rodríguez et son frère Jorge, président de l'Assemblée nationale, sont des agents des États-Unis. L'opposition à l'impérialisme états-unien a marqué toute leur vie depuis que leur père a été torturé à mort sur ordre de la CIA alors qu'ils étaient bébés. Tous deux affichent ouvertement leur soutien à la révolution bolivarienne et, personnellement, à Maduro. Le motif évident est de diviser et d'affaiblir le parti au pouvoir à Caracas et de déstabiliser le gouvernement vénézuélien. »

L'appui des travailleurs vénézuéliens, sortis en masse dans la rue avec leurs organisations pour exiger la libération de Nicolas Maduro et Cilia Flores, est renforcé par celui de puissants mouvements du Sud global. Comme le Mouvement des Travailleurs Sans Terre, fort de près de deux millions de militant(e)s, [très mobilisé au Brésil](#), ou le NUMSA, le [plus grand syndicat](#) d'Afrique du Sud qui exige lui aussi la libération du président vénézuélien Nicolás Maduro et de son épouse Cilia Flores, « *Aujourd'hui, c'est le Venezuela. Ce sera l'Afrique du Sud demain* » a averti Irvin Jim, secrétaire général de ce Syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud qui compte plus de 460.000 membres. Irvin a souligné la nécessité d'un « *front anti-impérialiste pour mobiliser les travailleurs* » au-delà des affiliations partisans et syndicales : le NUMSA « *organisera bientôt un colloque politique* » auquel seront invités tous les partis politiques progressistes du pays. « *Il est grand temps d'unir la classe ouvrière [...] derrière un programme révolutionnaire* », alors que l'Afrique du Sud est confrontée à une agressivité croissante de l'extrême droite états-unienne.





Photos 1 et 2 : mobilisation du Mouvement des Travailleur(se)s Sans Terre pour défendre la révolution bolivarienne, Salvador de Bahia, Brésil, les 19 et 20 janvier 2026. Photo 3: Mobilisation du syndicat NUMSA, à Johannesburg, Afrique du Sud, le 24 janvier 2026.

Par contraste, les trotskistes français ont brandi un tract de la « CUTV » sur une soi-disant « répression syndicale » et, sans connaître la réalité du Venezuela, l'ont immédiatement validé pour se dissocier de l'exigence de libérer Maduro et en rester à un antiimpérialisme de routine : « nous soutenons le peuple vénézuélien ». L'auteur du tract est Pedro Eusse, membre de l'ex-direction du PC vénézuélien, un groupe d'une quinzaine de personnes qui depuis des années arrose le monde de communiqués sur la « dictature néolibérale, fascisante de Maduro » (sic). Ce « syndicat » n'est en fait qu'un déguisement « pour l'international », la typique « caution locale »

dont ont besoin les gauchistes occidentaux. Une manipulation expliquée en détail dans l'article :
[« Renaissance et victoire du Parti Communiste vénézuélien »](#).

Depuis les *Lettres Persanes*, l'usage de pays lointains pour régler des comptes politiques franco-français est une tradition. C'était déjà le cas du texte cosigné en août 2024 par le NPA, le Parti Socialiste ou Clémentine Autain pour dénoncer en chœur la « *dictature de Maduro* ». Le communiqué exprimait une « *indignation particulière* » face à l'évocation par Maduro de « *camps de rééducation* ». En réalité, le président avait demandé au ministre concerné que les militants ou mercenaires d'extrême droite, bien qu'étant coupables de destructions de services publics, d'assassinats de « [noirs donc chavistes](#) », puissent apprendre un métier en prison. Leur libération anticipée que le président Maduro a initiée en décembre – présentée par les médias comme « *libération de prisonniers politiques* » -, montre l'extrême volonté d'unité et de réconciliation nationales de la part du gouvernement bolivarien. Dans l'espoir que ces personnes, utilisées par les oligarques vénézuéliens, ne retournent pas à la violence et acceptent de rentrer dans le champ démocratique, électoral, comme l'a fait la droite modérée.

Thierry Deronne, Caracas, le 27 janvier 2026.

En savoir plus sur

Abonnez-vous pour recevoir les derniers articles par e-mail.